

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

4 décembre 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat  
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

---



# Sommaire

Genève internationale.....	5
Renouvellement du contrat de prestation avec la commission internationale de juristes .....	5
Genève-Confédération .....	6
Conseil fédéral : félicitations à M. Didier Burkhalter et Mme Simonetta Sommaruga .....	6
Révision de la loi fédérale sur le service civil : accueil réservé .....	6
Oui à la modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dette et faillite.....	7
Pour un système d'incitation en matière énergétique .....	7
Genève .....	8
Perception des impôts : taux d'intérêts inchangés pour 2014 .....	8
Péréquation intercommunale : contributions et allocations pour 2014 .....	8
Critères d'exonération d'impôt pour les voitures de livraison, les tracteurs agricoles et les véhicules électriques .....	10
Le partenariat sera géré par l'Etat civil.....	11
Recherche sur l'être humain .....	11
Droit de superficie en faveur de l'Organisation romande d'intégration et de formation professionnelle ....	11
Zone de développement industriel et artisanal du quartier de la Scie .....	12
Approbation du plan de mesures 2014-2017 sur les substances dangereuses dans l'environnement bâti	12
Système d'information du territoire genevois : rapport d'activités 2011-2012 .....	13
Caisse publique de prêts sur gages et caisse des consignations de l'Etat : taux d'intérêts pour 2014.....	13
Fondation de prévoyance en faveur du personnel des Transports publics genevois.....	14
Redevance d'amarrage sur corps-mort : système forfaitaire remplacé par un calcul au mètre carré .....	14
Soutien financier à la fondation des Clefs de Saint-Pierre .....	15
Aides financières dans le domaine de la culture.....	15
Série d'aides financières dans le domaine social .....	16
Aide financière à la Fondation Health On the Net .....	18
Aide financière au Groupement romand d'études des addictions .....	18
Aide financière à l'association Palliative Genève.....	19

Fonds cantonal de l'aide au sport : comptes approuvés.....	19
Soutiens financiers dans le domaine du sport .....	19
<b>Nomination.....</b>	<b>20</b>
Nouvelle directrice générale de l'office cantonal de la détention .....	20
<b>Agenda des invitations à la presse .....</b>	<b>21</b>

# Genève internationale

---

## Renouvellement du contrat de prestation avec la commission internationale de juristes

Le Conseil d'Etat a renouvelé son soutien à la [Commission internationale de juristes \(CIJ\)](#) à hauteur de 100'000 francs pour l'année 2014 (voir [point de presse du 13 janvier 2010](#)).



La CIJ est un réseau de juristes nationaux et internationaux fondé en 1952 et installé à Genève. Elle promeut les recours juridiques pour les victimes, la responsabilité des auteurs de violations des droits de la défense et l'indépendance du pouvoir judiciaire.

La CIJ a établi en 2010, à Genève, le Centre pour l'indépendance des magistrats et avocats (CIMA) chargé d'agir pour promouvoir et assurer l'indépendance des juges et avocats. L'Etat de Genève a soutenu ce centre depuis sa création et poursuit son soutien pour l'année 2014.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 09.*

## **Conseil fédéral : félicitations à M. Didier Burkhalter et Mme Simonetta Sommaruga**

Le Conseil d'Etat a adressé ses chaleureuses félicitations à M. Didier Burkhalter et Mme Simonetta Sommaruga, élus ce matin à la présidence de la Confédération, respectivement à la vice-présidence du Conseil fédéral à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Convaincu que les bonnes relations qui ont toujours existé entre la Confédération et les autorités genevoises continueront à se fortifier durant l'année à venir, le gouvernement genevois a tenu à exprimer aux deux élus toute sa gratitude pour le soutien qu'ils apportent à Genève et aux efforts constants qu'ils mènent au profit de la Suisse. Le Conseil d'Etat a également tenu à les assurer de son soutien dans l'accomplissement de leur nouveau mandat.

---

## **Révision de la loi fédérale sur le service civil : accueil réservé**

Le Conseil d'Etat a répondu à la consultation du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche relative au [projet de révision de la loi fédérale sur le service civil](#), qui vise à élargir le nombre de places disponibles pour effectuer le service civil. Le projet envisage notamment d'étendre à la thématique de l'instruction publique les domaines d'activité de ce service de substitution au service militaire. Il est également prévu d'offrir une meilleure formation aux civilistes, afin de mieux préparer ceux-ci à leurs affectations.

Le Conseil d'Etat accueille cette révision de façon réservée. Il regrette en premier lieu que les réflexions ne s'intègrent pas dans le cadre plus large de la redéfinition de l'obligation de servir. Lors de la récente consultation sur le développement de l'armée, ce point avait déjà été soulevé. En outre, il constate que le positionnement du service civil doit être mieux défini par rapport à d'autres entités telles que la protection civile.

Sur la question de l'extension du service civil au domaine de l'instruction publique et sur la base des bonnes expériences réalisées dans certains établissements scolaires du canton, Genève ne s'oppose pas au principe de l'affectation de civilistes en milieu scolaire.

Pour ces raisons, le Conseil d'Etat demande de surseoir à la révision de la loi sur le service civil.

*Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur général de l'office cantonal de la protection de la population et des affaires militaires, DS, ☎ 022 546 77 01.*

---

## Oui à la modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dette et faillite

Consulté par le Département fédéral de justice et police, le Conseil d'Etat s'est exprimé en faveur d'une [modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dette et faillite](#) visant à autoriser toute personne – physique ou morale – disposant de l'exercice des droits civils à représenter les parties dans le cadre des procédures d'exécution forcée.

A l'heure actuelle, les cantons de Genève et de Vaud restreignent dans leur législation le cercle des mandataires habilités à représenter les parties, comme les y autorise l'article 27 de la [loi fédérale](#) qu'il est question de modifier.

Le Conseil d'Etat reconnaît la pertinence de cette proposition. Compte tenu notamment de l'entrée en vigueur du Code de procédure civile le 1<sup>er</sup> janvier 2011, qui prévoit un espace d'exécution unique en Suisse autorisant l'exécution directe d'un jugement dans un autre canton, les barrières et différences cantonales en matière de représentation des parties ont perdu de leur sens et ne peuvent plus se justifier objectivement.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Dufey, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 15.*

---

## Pour un système d'incitation en matière énergétique

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à la [procédure de consultation préliminaire](#) lancée par le Département fédéral des finances sur le passage d'un système d'encouragement à un système d'incitation dans le cadre de la stratégie énergétique 2050.

Le Conseil fédéral souhaite passer, dès 2020, de l'actuel système d'encouragement fondé notamment sur les subventions, à un système d'incitation fondé sur la fiscalité. Ce passage doit permettre d'atteindre les objectifs de la [stratégie énergétique 2050](#) à des coûts économiques moins élevés. Le projet en consultation explore différentes variantes de taxes sur l'énergie dont les recettes pourraient progressivement remplacer d'autres impôts en vigueur.

Dans sa réponse, le gouvernement salue la volonté du Conseil fédéral d'élaborer des instruments efficaces pour mettre en œuvre une politique énergétique fondée sur l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables.

Le Conseil d'Etat relève qu'une taxe sur l'énergie ne peut jouer son rôle incitatif qu'à condition que l'agent économique soumis à la taxe soit celui qui décide d'investir dans des mesures d'économie d'énergie. En particulier dans le domaine du logement locatif, une taxe incitative doit pouvoir agir sur les propriétaires afin que ceux-ci investissent dans l'assainissement de leurs bâtiments. En contrepartie, ils devraient bénéficier des retombées de ces investissements. En conséquence, le gouvernement souhaite que les conditions cadres qui régissent les baux à loyer soient revues à l'occasion de l'introduction d'un système incitatif.

Enfin, le Conseil d'Etat souhaite que la redistribution des taxes sur l'énergie ne remette pas en cause la progressivité de l'impôt. Il estime que la redistribution ne doit pas s'opérer au détriment des personnes aux revenus les plus modestes.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DS, ☎ 022 327 93 64.*

---

## Perception des impôts : taux d'intérêts inchangés pour 2014

Le Conseil d'Etat a fixé par voie réglementaire le taux de l'escompte ainsi que les taux applicables aux différents intérêts prévus par la [loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales \(LPGIP\)](#). Ces taux n'ont pas subi de modifications par rapport à l'année précédente (voir [point de presse du 5 décembre 2012](#)). Pour 2014, le taux de l'escompte reste ainsi fixé à 0,5%, tandis que le taux de l'intérêt en faveur de l'Etat demeure à 3% et celui en faveur du contribuable à 0,5%.

Pour rappel, le Grand Conseil a adopté, le 12 octobre 2012, une [modification de la LPGIP](#) proposée par le Conseil d'Etat (voir [point de presse du 25 avril 2012](#)), qui a introduit dès 2013 des taux différents pour les intérêts en faveur du contribuable et les intérêts en faveur de l'Etat. Genève s'est ainsi aligné sur la plupart des autres cantons romands, qui pratiquent de tels taux différenciés. L'intérêt en faveur du contribuable est dû sur chaque versement effectué avant le délai ou sur les montants payés en trop, tandis que l'intérêt en faveur de l'Etat est perçu sur chaque acompte impayé en totalité ou partiellement, ou versé tardivement. Ces intérêts seront facturés en 2015, lorsque les contribuables recevront le montant de l'impôt à payer pour l'année 2014. Ces informations seront à nouveau jointes à l'envoi des acomptes pour l'impôt 2014, au début de l'an prochain.

On relèvera encore que l'escompte – un rabais accordé aux contribuables qui paient la totalité de leurs acomptes avant l'échéance du premier d'entre eux – a de nouveau rencontré un grand succès en 2013, puisque 27'638 contribuables (personnes physiques et morales) en ont bénéficié en versant un montant total de 656 millions de francs avant l'échéance.

*Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.*

---

## Péréquation intercommunale : contributions et allocations pour 2014

Le Conseil d'Etat a approuvé les contributions à charge ainsi que les allocations en faveur des communes et du Fonds intercommunal pour l'année 2014. Ces montants résultent de l'application de la [loi sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité](#), adoptée par le Grand Conseil le 3 avril 2009.



Les montants établis en francs sur la base des calculs du département des finances sont les suivants :

<b>Commune</b>	<b>Contributions</b>	<b>Allocations</b>
Aire-la-Ville		105'601
Anières	507'369	
Avully		412'973
Avusy		156'925
Bardonnex	130'168	
Bellevue	479'402	
Bernex		940'065
Carouge	2'085'007	
Cartigny	53'481	
Céligny	181'417	
Chancy		277'015
Chêne-Bougeries	1'661'811	
Chêne-Bourg		374'003
Choulex	171'930	
Collex-Bossy		377'146
Collonge-Bellerive	2'121'869	
Cologny	7'179'929	
Confignon		503'976
Corsier	271'770	
Dardagny	100'491	
Genève	2'495'040	
Genthod	2'162'000	
Grand-Saconnex	763'180	
Gy	43'213	
Hermance	125'125	
Jussy	309'176	
Laconnex	92'794	
Lancy	526'726	
Meinier		83'781
Meyrin	1'752'372	
Onex		8'321'561
Perly-Certoux	575'765	
Plan-les-Ouates	6'048'098	
Pregny-Chambésy	612'619	
Presinge	187'271	

Commune	Contributions	Allocations
Puplinge	18'040	
Russin	212'450	
Satigny	851'246	
Soral		32'689
Thônex		9'286
Troinex		95'953
Vandœuvres	1'647'252	
Vernier		4'892'944
Versoix		1'813'299
Veyrier	780'756	
Fonds intercommunal		15'750'550
<b>Totaux</b>	<b>34'147'767</b>	<b>34'147'767</b>

Pour toute information complémentaire : M. Marc Gioria, direction générale des finances de l'Etat, DF,  
☎ 022 546 13 18.

### Critères d'exonération d'impôt pour les voitures de livraison, les tracteurs agricoles et les véhicules électriques

Le système bonus/malus ne s'appliquant qu'aux voitures de tourisme, le Conseil d'Etat estime judicieux de conserver des mesures incitatives pour les voitures de livraison, les véhicules électriques et les tracteurs agricoles les plus favorables à l'environnement. Cette incitation consiste à accorder une exonération d'impôt complète l'année de leur première mise en circulation et les deux années suivantes.

Les critères d'exonération pour les véhicules neufs immatriculés en 2014 sont les suivants :

Voitures de livraison	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Moteur diesel : émissions de CO<sub>2</sub> ≤ 140 g/km</li> <li>- Moteur à essence ou à gaz : émissions de CO<sub>2</sub> ≤ 150 g/km</li> </ul>
Tracteurs agricoles	Equipés d'un filtre à particules
Véhicules électriques	Etre au bénéfice d'un contrat avec les SIG de la gamme « Vitale », « Découverte » ou analogue

Pour toute information complémentaire : M. Didier Leibzig, directeur de l'office cantonal des véhicules, DS,  
☎ 022 388 30 04.

---

## **Le partenariat sera géré par l'Etat civil**

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application de la [loi sur le partenariat](#) afin de tenir compte de la [modification du 20 septembre 2013](#) de ladite loi, transférant de la chancellerie d'Etat à l'Etat civil la compétence en la matière. L'objectif poursuivi consiste à créer une unité dans le traitement du partenariat, que celui-ci soit fédéral ou cantonal.

Selon les nouvelles dispositions de la [loi](#) et du règlement, les personnes souhaitant conclure un partenariat selon le droit genevois devront s'adresser aux arrondissements de l'Etat civil et non plus à la chancellerie d'Etat. Il appartiendra par ailleurs à la direction cantonale de l'Etat civil de tenir le registre cantonal du partenariat.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.*

---

## **Recherche sur l'être humain**

Afin de se mettre en conformité avec la [loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain \(LRH\) du 30 septembre 2011](#), le Conseil d'Etat a adopté le règlement d'application de la loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain.

Celui-ci entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Il prévoit le transfert au département chargé de la santé de la commission d'éthique, actuellement rattachée aux Hôpitaux universitaires de Genève. Cette commission aura pour but d'évaluer tous les protocoles de recherche se déroulant dans le canton et tombant dans le champ d'application de la LRH, soit environ 300 par an. L'autorité de surveillance de cette entité sera le pharmacien cantonal.

*Pour toute information complémentaire : M. Christian Robert, pharmacien cantonal, DARES, ☎ 022 546 51 88.*

---

## **Droit de superficie en faveur de l'Organisation romande d'intégration et de formation professionnelle**

Le Conseil d'Etat a approuvé la délibération du conseil d'administration de la [Fondation pour les terrains industriels de Genève \(FTI\)](#) donnant son accord pour la constitution d'un droit de superficie en faveur de l'[Organisation romande d'intégration et de formation professionnelle \(ORIF\)](#).

La FTI a été mandatée par l'Etat de Genève pour intervenir dans l'aménagement, la mise en valeur et la gestion de diverses zones industrielles du canton de Genève, notamment de la zone de développement industriel de Vernier-Meyrin. Le 17 juin 2013, le conseil d'administration de la FTI a donné son accord à la constitution d'un droit de superficie d'une durée de 60 ans en faveur de l'ORIF, moyennant le paiement du prix de vente des bâtiments d'un montant de 10,4 millions de francs.

L'ORIF a pour but la formation et l'intégration professionnelles et sociales de personnes en difficulté. Les domaines de formation couvrent essentiellement le secteur secondaire, soit polymécanique, métiers de bâtiment (peinture, carrelage, nettoyage), et restauration.

L'Etat de Genève, habilité à intervenir dans l'aménagement, la mise en valeur et la gestion de cette zone, approuve le préavis favorable de la FTI.

*Pour toute information complémentaire : Mme Delphine Perrella Gabus, attachée de direction, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.*

---

## **Zone de développement industriel et artisanal du quartier de la Scie**

Le Conseil d'Etat a approuvé la délibération du conseil d'administration de la [Fondation pour les terrains industriels de Genève \(FTI\)](#) concernant la constitution de deux droits de superficie en faveur de La Scie SA.

La FTI a été mandatée par l'Etat de Genève pour intervenir dans l'aménagement, la mise en valeur et la gestion de diverses zones industrielles du canton de Genève, notamment de la zone de développement industriel et artisanal du quartier de la Scie à Versoix, en application des dispositions de la loi et des statuts sur la FTI du 13 décembre 1984 et de la [loi générale sur les zones de développement industriel, du 13 décembre 1984](#).

Dans cette optique, l'Etat de Genève a donné son accord à la constitution de deux droits de superficie sur une surface d'environ 10'000 m<sup>2</sup> en faveur de La Scie SA, spécialisée dans les domaines de la promotion, la gestion, la construction, l'achat, la vente et la détention de tous biens immobiliers.

Il est projeté la construction de deux bâtiments, affectés à des entreprises industrielles et artisanales, à des activités tertiaires et commerciales, conformément au plan localisé de quartier (PLQ) de la Scie.

La constitution de ces deux droits de superficie nécessite préalablement un remaniement parcellaire (divisions de parcelles et réunions de sous-parcelles) et, d'autre part, des cessions de surfaces, réalisées à titre d'échange et gratuitement.

La décision du conseil d'administration de la FTI du 17 juin 2013, approuvant les échanges de terrains à titre gratuit, d'une part, entre la FTI et l'Etat de Genève, d'autre part entre la FTI et la commune de Versoix, a été prise en application du plan localisé de quartier (PLQ) de la zone de développement industriel et artisanal du quartier de la Scie et son règlement, adoptés par le Conseil d'Etat le 14 décembre 2011 (voir [point de presse](#)).

En outre, la réalisation de cette opération s'inscrit dans le cadre du développement de l'économie genevoise et revêt un caractère d'utilité publique.

*Pour toute information complémentaire : Mme Delphine Perrella Gabus, attachée de direction, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.*

---

## **Approbation du plan de mesures 2014-2017 sur les substances dangereuses dans l'environnement bâti**

Le Conseil d'Etat a adopté le plan de mesures 2014-2017 sur les substances dangereuses dans l'environnement bâti.

Ce plan a pour but de définir les actions à mener durant les quatre années à venir dans le domaine des toxiques du bâti, afin d'éviter leur dispersion dans l'environnement ainsi que l'exposition des professionnels et de la population.

Ces actions visent aussi bien des substances héritées du passé tels que l'amiante, les polychlorobiphényles (PCB) et le plomb, mais également des toxiques encore employés aujourd'hui, dont certains solvants ou perturbateurs hormonaux font partie.

Le plan d'action se décline en trois axes et vise les objectifs suivants :

- L'atteinte d'une gestion satisfaisante de l'amiante, des PCB et du plomb sur les chantiers genevois, à travers une série de mesures ciblées combinant l'accompagnement des professionnels, l'information et le contrôle.
- L'intégration des critères toxicologiques par les professionnels de la construction dans la réalisation de leurs projets via la mise à disposition d'informations et d'outils spécifiques.
- La valorisation de ces « constructions saines », exemptes de toxiques et garantissant une bonne qualité de l'air intérieur.
- L'assainissement des situations d'immissions excessives de polluants dans l'air intérieur par des campagnes d'analyses ciblées et la promotion d'actions destinées à améliorer la qualité de l'air intérieur.

*Pour toute information complémentaire : M. Marcel Kohler, directeur du service de toxicologie de l'environnement bâti, direction générale de l'environnement, DIME, ☎ 022 388 80 71.*

---

## **Système d'information du territoire genevois : rapport d'activités 2011-2012**

Le Conseil d'Etat a pris acte du rapport d'activités 2011-2012 du [système d'information du territoire genevois \(SITG\)](#).

Le gouvernement relève avec satisfaction le bon fonctionnement de ce réseau de partenaires qui permet de partager et de mettre à disposition des données géographiques notamment dans les domaines de l'environnement, de l'aménagement, de la mobilité, de l'énergie, de l'agriculture, de l'eau, de la sécurité, de l'économie, du social et de la santé, ainsi que les géodonnées de référence. La réflexion entamée sur l'ouverture des données publiques du SITG (voir [point de presse du 24 juillet 2013](#)) pour une libre réutilisation est soulignée comme un vecteur de dynamisme, de transparence et source de valeur ajoutée pour tous les partenaires publics et privés du SITG.

*Pour toute information complémentaire : M. Pascal Oehrli directeur, service des systèmes d'information et de géomatique, centre de compétence du SITG, DIME, ☎ 022 546 72 75.*

---

## **Caisse publique de prêts sur gages et caisse des consignations de l'Etat : taux d'intérêts pour 2014**

Comme il le fait chaque fin d'année (voir [point de presse du 19 décembre 2012](#)), le Conseil d'Etat a approuvé les taux d'intérêts de la caisse publique de prêts sur gages déterminés par le conseil d'administration de la caisse.

Ces taux sont inchangés par rapport à l'année 2013, soit :

- prêts ne dépassant pas 250 francs en capital : sans intérêt, ni droit fixe ;
- prêts de 201 à 500 francs, quelle que soit la nature de la garantie : 5% l'an ;
- prêts garantis par du bétail élevé pour la production laitière : taux inférieur à 8,5% l'an ;
- prêts de plus de 500 francs garantis par les gages visés à l'article 6, alinéa 1, lettres a à c de la [loi sur la caisse publique de prêts sur gages](#) (bijoux, objets divers, marchandises, warrants, titres, bétail de boucheries, etc.) : 8,5% l'an ;

Les droits d'engagement (droits fixes) pour les prêts supérieurs à 250 francs sont fixés à 6,5%.

D'autre part, le Conseil d'Etat a fixé à 0,10% le taux des dépôts en francs suisses servi en 2014 pour toute somme déposée auprès de la caisse des consignations de l'Etat. Ce taux légèrement inférieur à celui de l'année 2013 (0,125%) reflète les conditions de marché actuelles.

L'article 2 de la [loi sur la caisse des consignations de l'Etat](#) prévoit le versement d'un intérêt pour toute somme déposée en consignment (intérêt simple à partir du 61<sup>e</sup> jour et jusqu'au jour du remboursement). Cet intérêt est déterminé chaque année par le Conseil d'Etat.

*Pour toute information complémentaire : Mme Laura Bertholon, secrétaire générale adjointe, DF,  
☎ 022 327 98 23.*

---

### **Fondation de prévoyance en faveur du personnel des Transports publics genevois**

Le Conseil d'Etat a adopté le projet de règlement général de la Fondation de prévoyance en faveur du personnel des Transports publics genevois (FPTPG). Ce texte fait suite au [projet de loi adopté par le Conseil d'Etat en date du 26 juin 2013](#) fixant le plan d'assainissement de la caisse. La loi a été adoptée par le Grand Conseil le 29 novembre 2013.

Toutes les institutions de prévoyance de droit public doivent se mettre en conformité avec le droit fédéral. Pour rappel, selon les termes des nouvelles dispositions de la [loi fédérale sur la prévoyance professionnelle \(LPP\)](#), les institutions de prévoyance doivent adapter leur plan de financement de façon à couvrir d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2052 les 80% de leurs engagements. Sur le plan de l'organisation, la nouvelle loi requiert notamment une autonomie de gestion accrue pour le comité de la caisse. De plus, les dispositions sur le financement et les prestations qui en découlent ont été dissociées. Le projet de loi contient désormais l'ensemble des dispositions liées au financement de l'institution, alors que le projet de règlement contient les dispositions relatives aux prestations.

Le nouveau plan de financement ne nécessite pas de capitalisation initiale et reste basé sur le système de la primauté des prestations.

*Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 03.*

---

### **Redevance d'amarrage sur corps-mort : système forfaitaire remplacé par un calcul au mètre carré**

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement d'application de la loi sur la navigation dans les eaux genevoises visant à modifier le calcul de la redevance d'amarrage sur corps-mort.

Ainsi, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la redevance sera calculée non plus sur une base forfaitaire, mais par rapport aux mètres carrés de surface occupée, en fonction de la dimension des bateaux.

Suite à une recommandation de l'inspection cantonale des finances, le Grand Conseil a voté la [modification de la loi sur la navigation dans les eaux genevoises](#) en date du 28 juin 2013 et a fixé une fourchette de redevance d'amarrage sur corps-mort comprise entre 26 et 60 francs le mètre carré. Le tarif minimum sera appliqué, celui-ci permettant de maintenir la parité des recettes par rapport à l'ancien système.

Par ailleurs, les particuliers et les professionnels qui fournissent, placent et entretiennent les chaînes et les corps-morts bénéficient toujours d'un abattement de 50%. Enfin, pour les particuliers possédant plusieurs bateaux, la redevance sera calculée sur la base de la plus grosse embarcation ; quant aux professionnels, le

calcul sera effectué en fonction des dimensions d'un bateau standard correspondant aux capacités du corps-mort.

*Pour toute information complémentaire : M. Stefan Szeless, chef de la capitainerie cantonale, direction générale de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 61.*

---

### **Soutien financier à la fondation des Clefs de Saint-Pierre**

Le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer à la Fondation des Clefs de Saint-Pierre une aide financière de 444'000 francs pour la période 2013-2016, soit 111'000 francs annuels. Cette aide renouvelable a pour but de contribuer à la conservation et à l'entretien de la cathédrale Saint-Pierre et de son site archéologique, ainsi qu'aux frais d'assurance contre le risque d'incendie.

Le montant alloué s'inscrit dans la continuité de l'aide financière annuelle accordée précédemment et inscrite au budget de l'office du patrimoine et des sites. Il sert à couvrir les frais d'entretien courants.

Quant aux grands travaux de restauration de la cathédrale et d'aménagement du site archéologique, ils font l'objet de subventions occasionnelles de la part du canton, auxquelles peuvent aussi participer la Confédération et la Ville de Genève, conformément à la [loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites](#).

Classée en 1921, la cathédrale Saint-Pierre figure parmi les principaux monuments historiques de Genève. Elle occupe une place majeure au cœur de la ville et bénéficie d'un large rayonnement international.

*Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale et conservatrice des monuments, office du patrimoine et des sites, DU, ☎ 022 546 60 95.*

---

### **Aides financières dans le domaine de la culture**

Le Conseil d'Etat a octroyé des aides financières à deux associations actives dans le domaine de la culture.

#### **Association PICTO**

L'[association des usagers du bâtiment Ernest-Pictet 28-30 – dite PICTO](#) –, locataire du bâtiment propriété de l'Etat sis 28-30 avenue Ernest-Pictet se voit ainsi attribuer pour l'année 2014 une aide financière non monétaire valorisée à 147'576 francs, qui permettra à l'association de continuer de mettre à disposition de ses membres artistes et acteurs culturels des espaces de travail à des prix accessibles en fonction de leurs activités.



L'affectation de ce bâtiment dès 2009 à des ateliers d'artistes, toutes disciplines confondues, avait permis la libération du site d'Artamis et le lancement du projet de construction de logements Carré Vert. Jusqu'à présent, la différence entre les loyers perçus par l'Etat et ceux versés par les membres de l'association était compensée par la [Fondation pour la promotion de lieux pour la culture émergente](#), créée en 2009 par les collectivités publiques et les acteurs culturels grâce à une donation de 6 millions de francs par la Fondation Hans Wilsdorf.

L'adoption de la [loi sur la culture](#) permet aujourd'hui à l'Etat de mettre en œuvre sa politique culturelle, notamment en reprenant à sa charge cette subvention non monétaire, en application de son article 8, qui prévoit que l'Etat peut mettre à disposition des acteurs culturels, à titre gratuit ou onéreux, des lieux de création et de diffusion.

L'association PICTO regroupe une centaine d'artistes et acteurs culturels actifs dans de nombreux domaines – peinture, sculpture, création d'installations, vidéo, cinéma, création multimédia, photographie... – et régulièrement primés ou distingués dans des festivals de renommée internationale. Elle accueille un laboratoire photo, un studio d'enregistrement, des créateurs de vêtements, des illustrateurs et graphistes, des artistes du verre et des céramistes, des créateurs de décors de théâtre et marionnettes. Elle regroupe également des associations actives dans la production, la création et la diffusion de spectacles de danse, théâtre et musique, ainsi que des organisateurs de festivals.

### **Associations Laps**

L'association Laps recevra quant à elle une aide financière de 30'000 francs pour l'année 2013.

En accordant cette subvention monétaire à l'association Laps, le Conseil d'Etat entend renforcer le fonctionnement global du [projet Embassy of Foreign Artists](#) ainsi que ses activités liées à l'hébergement d'artistes étrangers.

L'association Laps est en effet chargée de développer des liens avec les artistes étrangers et de stimuler les échanges entre ces derniers et la scène culturelle genevoise. A travers Embassy of Foreign Artists, Laps a déjà accueilli des artistes venus des Pays-Bas, d'Angleterre, de Hongrie, de Bulgarie, d'Iran, d'Argentine et de Colombie pour des résidences de création d'une durée de trois à six mois à la Maison Baron.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,  
☎ 022 546 66 70.*

---

## **Série d'aides financières dans le domaine social**

Le Conseil d'Etat a accordé une série d'aides financières dans le domaine social.

### **Association Cerebral Genève**

L'association Cerebral Genève s'est vu attribuer un montant annuel de 194'583 francs pour la période de 2014 à 2017. Cette association œuvre à la défense des droits et de la dignité des membres de l'association et de toute personne handicapée par des actions basées sur des liens actifs de solidarité. Elle organise des activités de loisirs, telles que des week-ends, des séjours de vacances et des séances de massages-relaxation, pour les personnes atteintes d'infirmité motrice cérébrale. Cerebral Genève fournit par ailleurs de l'information, notamment sur les structures d'accueil existantes, les moyens auxiliaires et les thérapies possibles, par le biais de conseils et de conférences.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) E 01 « Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées ».

### **Fondation intégration pour tous**

Le Conseil d'Etat a accordé un montant de 190'093 francs par année pour la période de 2014 à 2016 à la Fondation intégration pour tous (IPT).

Créée en 1972 et active dans plusieurs cantons suisses, cette fondation a pour objectif de contribuer à la réinsertion professionnelle de personnes atteintes dans leur santé ou en situation de handicap. IPT se distingue par un très large réseau d'entreprises.

L'aide financière vise à soutenir la réinsertion des bénéficiaires de l'aide sociale au travers du processus IPT. La démarche d'insertion est personnalisée en fonction des besoins, ressources et limitations de la personne et comprend plusieurs phases : bilan professionnel, préparation à l'emploi, placement et suivi auprès de l'employeur.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) C03 « Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale ».



### **Aide financière annuelle accordée à insieme-Genève**

Le Conseil d'Etat a accordé un montant annuel de 159'065 francs à insieme-Genève pour la période de 2014 à 2017. Cette association contribue à aider les proches de personnes avec un handicap mental par une prise en charge ponctuelle de ces personnes.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) E 01 « Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées ».

### **Association pour le patrimoine industriel**

Le Conseil d'Etat a accordé un montant de 149'890 francs par année pour la période de 2014 à 2016 à l'Association pour le patrimoine industriel (API).

Fondée en 1979, cette association a pour but la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine industriel régional. Elle offre également des activités de réinsertion aux bénéficiaires de l'aide sociale.

L'aide financière vise à soutenir l'emploi de vingt-deux personnes en activités de réinsertion dans les sept pôles de son projet "International Monotype Memory Project" (IMMP). Ce projet culturel vise à sauvegarder la mémoire de l'imprimerie typographique au plomb et à préserver l'une des rares chaînes typographiques complètes encore visibles et en activité en Europe.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) C03, « Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale ».

### **Maison genevoise des médiations**

Le Conseil d'Etat a accordé à la Maison genevoise des médiations un montant annuel de 129'999 francs pour l'année 2014 et de 127'238 francs pour la période de 2015 à 2017. Cette association contribue à promouvoir et favoriser la résolution des conflits par la médiation en tant que processus de gestion et de recherche de solutions aux conflits.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) C 02 « Soutien à la famille ».

### **Association Actifs**

Le Conseil d'Etat a accordé à l'association Actifs un montant annuel de 104'884 francs pour la période de 2014 à 2017. Cette association œuvre pour favoriser l'indépendance et l'autonomie de personnes avec des limites de capacités intellectuelles en leur permettant d'améliorer leurs connaissances, de développer de nouvelles compétences et habiletés et de se perfectionner tout au long de leur vie.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) E 01 « Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées ».

### **Association Compagna – Genève**

Le Conseil d'Etat a accordé un montant annuel de 35'547 francs pour l'année 2014 et de 34'792 francs pour la période de 2015 à 2016 à l'association Compagna – Genève. Cette association œuvre dans le domaine de l'accueil et de l'accompagnement des voyageurs, y compris des personnes handicapées, malvoyantes ou âgées, en gare de Cornavin. Elle procède également au placement de jeunes filles au pair et aide des femmes en difficulté financière par le Fonds Henry-Dunant.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public](#) C 02 « Soutien à la famille ».

### **Association pour la permanence de défense des patients et des assurés**

Le Conseil d'Etat a accordé à l'Association pour la permanence de défense des patients et des assurés (APAS) un montant annuel de 39'766 francs pour la période de 2014 à 2017. Cette association œuvre pour la défense des intérêts individuels et collectifs des patients et des assurés dans le domaine de la santé. Elle dispense de ce fait des conseils juridiques notamment dans les domaines de l'assurance-invalidité, des prestations complémentaires fédérales et cantonales et de l'assurance perte de gain en cas de maladie ou d'assurance accidents.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du [programme public C 01](#) « Accès à l'assurance-maladie ».

*Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE ☎ 022 546 51 19.*

---

### **Aide financière à la Fondation Health On the Net**

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière de 70'000 francs pour l'année 2013 à la [Fondation Health On the Net \(HON\)](#), pour favoriser l'accès des citoyens à une information de santé de qualité sur Internet.



Créée à Genève en 1995, la Fondation HON réunit au sein de son conseil des experts mondiaux en matière de qualité des sources en ligne d'informations médicales et de santé. Ses activités permettent d'améliorer l'accès des internautes à des informations de santé pertinentes et fiables. Pour cela, la Fondation HON anime des portails d'accès aux sources en ligne dignes de confiance et assure la délivrance d'un label correspondant au respect du « HON Code », qui fixe les règles de bonne conduite en matière de publication d'informations sanitaires sur le web.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.*

---

### **Aide financière au Groupement romand d'études des addictions**

Le Conseil d'Etat a attribué une aide d'un montant total de 30'000 francs au [Groupement romand d'études des addictions \(GREA\)](#) pour l'année 2013.



Ce financement permettra au GREA d'offrir des formations et des outils de réflexion aux professionnels œuvrant dans le domaine des addictions, et de favoriser les échanges de bonnes pratiques. Cette aide permettra également d'éditer et de diffuser le [magazine « Dépendances »](#).

Ce soutien s'inscrit dans le cadre du programme de promotion de la santé et de prévention des maladies non transmissibles.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.*

---

## Aide financière à l'association Palliative Genève

Le Conseil d'Etat a décidé d'accorder une aide financière d'un montant annuel de 9'500 francs à l'[association Palliative Genève](#).

Cette aide permettra à Palliative Genève de promouvoir l'information auprès des professionnels et du grand public sur les soins palliatifs dans le canton de Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Thierry Blanc, directeur, service de la planification et du réseau de soins, DARES, ☎ 022 546 50 34.*

---

## Fonds cantonal de l'aide au sport : comptes approuvés

Le Conseil d'Etat a arrêté les comptes 2010, 2011 et 2012 du Fonds cantonal de l'aide au sport au 31 décembre 2012.

En 2012, 4,243 millions de francs de soutiens financiers ont été attribués à plus de 400 acteurs du sport genevois, provenant de cinquante-deux disciplines sportives différentes. Avec 65% des aides ordinaires attribuées, le sport associatif constitue le domaine le plus soutenu (associations cantonales et clubs sportifs). Suivent les manifestations sportives (15%), le sport d'élite (9%), les infrastructures sportives (5%), la promotion de la relève (4%) et le sport pour tous (2%).

L'exercice 2012 s'est soldé par un bénéfice de 116'966 francs, ce qui a permis de porter les fonds propres du fonds à 763'116 francs.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 078 817 16 13.*

---

## Soutiens financiers dans le domaine du sport

Après consultation de la commission cantonale d'aide au sport et dans le cadre de ses compétences attribuées par le [règlement sur l'aide au sport](#), le Conseil d'Etat a décidé d'allouer la somme de 50'000 francs au club sportif **Chênois-Genève Volleyball**.

Cette aide exceptionnelle, prélevée sur la réserve du fonds de l'aide au sport, s'inscrit dans la volonté de l'Etat de Genève de soutenir la promotion de la relève. Le Conseil d'Etat soutient ainsi les efforts de formation de l'un des clubs genevois les plus réguliers au sein de l'élite nationale.

Par ailleurs, sur la base de l'engagement conjoint du canton de Genève, de la Ville de Genève et de l'Association des communes genevoises en faveur de la relève sportive pour les années 2013, 2014 et 2015, le Conseil d'Etat décide d'attribuer en 2013 la somme de 28'000 francs à l'**Association Genève éducation football** pour la mise en place d'une structure de pilotage de la relève du football genevois en vue du lancement effectif du projet sportif « Genève éducation football » le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 078 817 16 13.*

# Nomination

## Nouvelle directrice générale de l'office cantonal de la détention



L'office cantonal de la détention (OCD) aura une nouvelle directrice générale en la personne de Mme **Michèle Righetti**, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Mme Righetti, secrétaire générale du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES), a souhaité s'investir dans la mise en œuvre d'une politique publique prioritaire présentant des enjeux majeurs dans les années à venir. C'est ce qui l'a amenée à se porter candidate au poste de directrice générale de l'OCD.

Agée de 42 ans, Mme Righetti est titulaire d'un brevet d'avocat et d'un certificat d'études avancées en leadership organisationnel. Après une solide expérience dans le monde judiciaire, elle a rejoint l'Etat de Genève en 2000 en qualité de conseillère juridique au secrétariat général du département de l'action sociale et de la santé d'alors. Elle est ensuite devenue directrice des affaires juridiques du DARES, avant d'occuper, depuis octobre 2010, le poste de secrétaire générale (voir [communiqué du 25 août 2010](#)).

Dans les fonctions qu'elle a occupées jusqu'ici, Mme Righetti a fait montre d'autorité naturelle, d'un sens de la négociation, d'une capacité à prendre des décisions rapides dans un système complexe et d'une forte résistance au stress. Elle bénéficie également d'une connaissance approfondie des rouages de l'administration. Autant de qualités et de compétences qui ont convaincu le Conseil d'Etat de lui confier le poste mis au concours.

Mme Righetti aura principalement pour mission de mettre en œuvre une politique pénitentiaire cantonale cohérente et conforme aux orientations définies par le gouvernement. C'est également elle qui pilotera les travaux liés à la planification pénitentiaire, comprenant notamment trois établissements : Curabilis (92 places), dont l'ouverture est prévue en avril 2014 ; Brenaz+100, dont le crédit de construction de 70 millions de francs a été voté par le Grand Conseil le 8 novembre 2013 ; Les Dardelles (450 places), dont le crédit d'étude de 16,5 millions de francs a été voté le 29 novembre 2013 par le Grand Conseil. Mme Righetti sera également garante de la conformité des activités de son office avec les exigences légales et les directives du Conseil d'Etat.

Cette nomination complète ainsi la réorganisation de la direction générale de l'office cantonal de la détention, dotée d'une responsable financière depuis l'année passée, d'une responsable du recrutement depuis le 1<sup>er</sup> avril 2013, d'un responsable administratif depuis le 1<sup>er</sup> août, d'un responsable des infrastructures depuis le 1<sup>er</sup> septembre, d'une responsable juridique depuis le 1<sup>er</sup> octobre et d'un responsable des ressources humaines depuis le 1<sup>er</sup> novembre.

*Pour toute information complémentaire : M. Bruno Giovanola, secrétaire général, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint chargé de communication, DS, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
6 décembre 16h15	Vernissage de l'exposition « Proches aidants tous les jours »	Uni-Mail (Université de Genève) 102, bd Carl-Vogt	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 8814
10 décembre 17h00	Prestation de serment du Conseil d'Etat	Cathédrale Saint-Pierre	CE	Service du protocole (CHA) ☎ 022 327 95 30
31 décembre 8h00	Commémoration officielle de la Restauration	Promenade de la Treille	CHA	Aline Staerkle ☎ 022 327 95 30